

Inclusion sociale

« N'kodédé », un produit à fort impact socio-économique

Œuvrer pour un meilleur accès des populations vulnérables aux services financiers et bancaires de base, est le sillon tracé par le Fonds national pour la finance inclusive (FNF) à travers différents produits. A l'occasion de la Semaine africaine de la microfinance (SAM), Togo Matin dans cette présente parution fait un zoom ...

PAGE 5


POLITIQUE

« Ensemble »

La CPP évolue avec son idée d'alliances au cas par cas... !

Une nouvelle alliance est née au sein de l'opposition togolaise. Elle a été mise sur les fonts baptismaux le mercredi 9 août 2023. Cette alliance est composée de la Convergence patriotique panafricaine (CPP), le Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), et le mouvement Lumière pour le développement dans la paix (LDP). Il semble qu'ils soient soutenus par plusieurs organisations de la société civile.

PAGE 4



Position du Togo dans la crise au Niger

Tenir bon !

► Quelle implication du Togo pour éviter la déstabilisation ?

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao ont choisi de maintenir l'épée de Damoclès sur la tête de la junte nigérienne. Est-ce pour ne pas perdre la face, jeu de pocker ou sincérité ? L'option soutenue par la diplomatie togolaise dans la crise nigérienne n'est donc pas sans conséquences ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Il n'y a plus de Covid-19 au CHR de Lomé

Pendant la pandémie, le centre hospitalier régional Lomé commune accueillait les malades sérieusement touchés par le virus.

Depuis, le CHR a retrouvé sa vocation initiale, mais dans l'inconscient collectif, il reste l'hôpital du Covid. De fait, sa fréquentation est en forte baisse.

Le maire de la commune Golfe 3 (Lomé), Kamal Adjayi, également président du conseil d'administration du centre hospitalier, veut faire bouger les choses.

Eradiquer la phobie des malades pour ce complexe médical, tel est son objectif. Des actions qui permettront d'aboutir à l'éradication de cette phobie seront prochainement dévoilées.

Le CHR de Lomé, connu sous le nom d'« Hôpital chinois » ou d' « Hôpital Bon Secours », offre des services de médecine générale, pédiatrie, maladies infectieuses, cardiologie, notamment.

COMMUNIQUÉ
Arnaques

L'OTR invite la population à être davantage vigilante

Le Commissaire général de l'Office togolais des recettes (OTR) porte à la connaissance du public en général...

PAGE 4

SEMAINE AFRICAINE DE LA MICROFINANCE



16 - 20.10.2023

SAM Lomé-Togo

16 - 20.10.2023



SOMMAIRE

Opposition togolaise
Les centristes pour constituer une alternative aux radicaux ?



P 4

Les recettes fiscales au 1er trimestre
Plus de 219 milliards FCFA mobilisés par l'OTR



P 5

Niger/Coup d'Etat
Un groupe rebelle de résistance créé pour déloger les putschistes



P 7

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Echos des bénéficiaires des produits FNFI/ Témoignages de EKON Afi

« Ce crédit m'a permis de pouvoir louer ce petit local et d'acheter les premiers kits d'outillage »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Lomé pour partager avec vous les témoignages de madame EKON Afi, coiffeuse de profession qui aujourd'hui peut se réjouir d'avoir pu ouvrir son atelier de coiffure grâce au soutien de crédit Accès des Jeunes aux Services Financiers du FNFI. Retour sur le parcours de cette trentenaire pour qui la réussite se trouve au bout de l'effort.

En achevant il y a trois années sa formation en couture, Ekon Afi ne savait pas quelle éprouverait des difficultés pour ouvrir son atelier. Son Certificat de Fin d'Apprentissage en mains, notre interlocutrice se retrouve enfin confrontée à la dure loi du marché, pouvoir s'installer à son propre compte. Elle décide alors d'évaluer ses propres économies. Malheureusement, ces revenus ne lui permettront pas de pouvoir se lancer dans son business. Il ne lui restait qu'une seule option, se tourner vers les Institutions de Microfinance pour voir si elle pourrait trouver une solution durable.

“ Je me suis donc mise à rechercher les Institutions de Microfinance pour voir dans quelles conditions je pouvais être éligible à un des produits jeunes pour

pouvoir réaliser mon rêve. Sur conseils des amis du quartier, je suis allée participer un vendredi à une session de sensibilisation organisée par PADES Microfinance, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI. A l'issue de cette sensibilisation, j'ai été informée de toutes les conditions d'obtention du crédit AJSEF. Et je me suis rendu compte que j'étais très éligible à ce produit. Je me suis tout de suite mise en ordre de bataille afin de remplir toutes les conditions nécessaires.”

Notre interlocutrice voit alors une opportunité à saisir, car pour elle le moment est enfin venu de passer à la réalisation de son rêve.

“ Avec quelques consœurs du quartier qui elles toutes étaient dans le même besoin que moi, nous avons décidé de former un groupe solidaire et



Madame EKON Afi dans son atelier de coiffure

nous sommes reparties voir notre institution de microfinance. Nous avons alors eu des échanges plus poussés avec notre agent de crédit puis nous avons été formées... Par la suite, personnellement, j'ai obtenu un crédit d'un montant de 300.000 FCFA. Et comme vous pouvez vous en douter, ce crédit m'a permis de pouvoir louer ce petit local et d'acheter les premiers

kits d'outillage tels que vous les voyez présentement dans mon atelier. Les débuts n'ont certes pas été faciles, mais aujourd'hui avec de la persévérance et de la détermination, je suis arrivée à me faire un nom et une renommée dans mon activité. J'ai une clientèle assez nombreuse que je fidélise jour après jour et je me donne tous les moyens de pouvoir rapidement

gravir les échelons. Je ne perds pas de vue la question des remboursements, car je suis conscient que c'est évidemment en ayant bien remboursé le premier cycle de crédit que je pourrai prétendre obtenir le second cycle de crédit. Mais pour l'heure, je peux affirmer que le FNFI me permet de construire jour après jour mon autonomie financière.”

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Édité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchoso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92
Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Position du Togo dans la crise au Niger

Tenir bon !

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao ont choisi de maintenir l'épée de Damoclès sur la tête de la junte nigérienne. Est-ce pour ne pas perdre la face, jeu de poquer ou sincérité ? L'option soutenue par la diplomatie togolaise dans la crise nigérienne n'est donc pas sans conséquences. Et pour le Togo lui-même, et pour Faure Gnassingbé. Le ministre des Affaires étrangères Robert Dussey et son chef, pourront-ils tenir longtemps cette posture ?

nigérienne par la Cedeao, mais le Togo ne semble pas prêt à flétrir sa position. A contrario, des pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Nigeria ont pris des décrets, instruit les membres de leur gouvernement respectif pour mettre en œuvre le train de sanctions décidés au lendemain du putsch. A la lecture de ce tableau, l'on est en droit de se

accuseurs, à juste titre, se lèvent pour interroger la position ou simplement le rôle du petit rectangle de l'Afrique de l'Ouest.

A ces suspions et méfiances déjà très grandes, viennent s'ajouter malheureusement ou heureusement, c'est selon, les différentes rencontres qui ont eu lieu entre le

pourtant, personne ne peut douter du souci permanent de Faure Gnassingbé de ne heurter personne. Grand voyageur, il met un point d'honneur à rencontrer physiquement ses pairs et à discuter des sujets sensibles. Le locataire du palais de Lomé II préfère les déplacements aux discussions au téléphone. Les multiples déplacements au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Congo, le démontrent si bien. Si du temps du père, c'est les protagonistes qui écumait les hôtels de Lomé, le fils lui a choisi de se déplacer vers ses interlocuteurs.

Mais l'agacement que suscite ce « modus operandi » des autorités togolaises ne facilite certainement pas la tâche, non seulement à la diplomatie togolaise mais aussi à la Cedeao. Hier, très souple avec la junte malienne, tenant de couloir de discussions avec la Guinée de Mamadi Doumbouya, hospitalier de Paul-Henri Damiba en sus des discussions avec Ibrahima Traoré dans son village natal à Pya, aujourd'hui initiateur d'un processus de paix au Darfour, Faure Gnassingbé devra faire preuve d'un sacré courage, doublé d'un calme olympien pour tenir face aux pressions et aux regards accusateurs de ses pairs. Jusqu'à quand ?

Françoise Dasilva



Faure Gnassingbé (Image d'archives)

Le putsch au Niger est en train de mettre à rude épreuve la capacité du Togo à tenir ses positions. Le risque de frôler la crise des nerfs n'est pas loin. Tous les médias en parlent. Les réseaux sociaux s'y mettent également. Le Togo est l'un des seuls

pays à avoir une position aux antipodes de celle de ses pairs de la Cedeao. Le numéro un togolais s'oppose totalement à une intervention militaire. Non seulement, on n'a encore vu aucun signe de l'application officielle des sanctions décidées contre la junte

poser la question de savoir, jusqu'à quand le Togo pourra tenir cette position ? Il ne doit pas être du tout facile de ramer à contre-courant du groupe. Les regards de trahison commencent par poindre la tête dans les capitales africaines. Des doigts

numéro un togolais, ses émissaires et les membres de premier plan de la junte nigérienne. Ces rencontres « en catimini », alors même que la Cedeao a officiellement composé sa troïka des négociations interroge au sein des palais de la sous-région. Et

Sommet des chefs d'Etat de la Cedeao

Quelle implication du Togo pour éviter la déstabilisation ?

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) étaient réunis hier à Abuja au Nigéria pour les travaux de la 52e session extraordinaire. Le président de la République Faure Gnassingbé a participé à cette nouvelle rencontre.

Le communiqué de la présidence de la République a annoncé que la Conférence examinera la situation sociopolitique au Niger et les récents développements dans ce pays frère. En effet, le 26 juillet 2023, un coup d'Etat a eu lieu à Niamey. L'armée réunie au sein du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) a pris le pouvoir. Le président Mohamed Bazoum ne dirige plus le pays. Pour la Cedeao, c'était un coup d'Etat de

trop. En collaboration avec l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), des sanctions ont été prises pour amener les putschistes à lâcher le pouvoir. Mais, jusqu'alors, ces derniers ont répondu par l'indifférence totale.

La Cedeao avait donné un ultimatum afin qu'ils remettent le pouvoir au président déchu. Sans cela, l'on les menaçait d'une intervention militaire. Cela n'a eu aucun effet. Il est vrai

que les coup d'Etat pourraient redevenir une vraie épidémie sur le continent. Mais, intervenir militairement au Niger va engendrer un carnage. Et rien n'est sûr que le président Bazoum en sortira indemne. Entre-temps, la Cedeao a demandé aux chefs d'Etats-majors des armées de la sous-région de préparer un plan.

Ils ont eu une réunion il y a quelques jours. Lors de la session d'hier, les chefs d'Etat ont examiné le rapport de ces travaux. L'option militaire est-elle toujours sur la table ? Il semble que l'on assiste de moins en moins à des déclarations

belliqueuses et que l'on priviliege de plus en plus l'option diplomatique.

L'un des dirigeants qui a fait preuve d'une véritable hauteur d'esprit dans cette situation est Faure Gnassingbé du Togo. Son pays a toujours fait de la négociation, de la médiation, de la paix, son cheval de bataille. L'on a pu le constater avec le Mali, et actuellement avec le Soudan.

Depuis quelques jours, beaucoup de personnes saluent cette attitude salutaire pour l'Afrique de l'Ouest et souhaitent même que la diplomatie togolaise puisse jouer un rôle de premier plan

afin d'accompagner les Nigériens sur la voie qu'ils souhaitent emprunter. Même si certains dirigeants refusent toujours de mesurer les risques de l'usage de la force, il est certain qu'il y en a qui préfèrent aller en douce. Parmi eux, il ne faut pas s'étonner que Faure Gnassingbé figure en bonne place. Son silence depuis le début des événements en dit long. La Cedeao a tout intérêt à miser sur cela, au lieu de laisser les pressions extérieures l'amener à commettre la pire erreur de son existence.

E. Dadzie

« Ensemble »

La CPP évolue avec son idée d'alliances au cas par cas... !

Une nouvelle alliance est née au sein de l'opposition togolaise. Elle a été mise sur les fonts baptismaux le mercredi 9 août 2023. Cette alliance est composée de la Convergence patriotique panafricaine (CPP), le Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), et le mouvement Lumière pour le développement dans la paix (LDP). Il semble qu'ils soient soutenus par plusieurs organisations de la société civile.

ors de son congrès statutaire tenu le samedi 27 mai 2023 au petit séminaire à Agoè-Nyivé à Lomé, Adrien Bélik Akouétré, président de la CPP avait donné la position de son parti sur la constitution d'alliances politiques. Le responsable de la CPP avait indiqué que son parti est prêt à aller aux futures élections dans une alliance, mais pas n'importe comment...

« Nous participerons à ces élections dans un esprit d'alliance électorale, mais au cas par cas et non plus dans une coalition », avait déclaré Adrien Bélik Akouétré. L'on comprend que les acteurs politiques ont véritablement tiré des leçons des regroupements qui ont existé depuis plus de

dix ans dans notre pays dans le but de prendre le pouvoir. Au lieu de se renforcer, l'opposition est devenue plus faible. La suspicion, la division, la méfiance etc... ont augmenté. Et pendant que certains restent observateurs, d'autres s'organisent comme ils peuvent à travers des alliances. C'est le cas de la nouvelle initiative que l'on appelle Ensemble.

« Cette alliance repose sur les principes de respect mutuel et des valeurs centrées sur l'instauration d'une véritable démocratie au Togo et d'une alternance à la tête de l'État. Nous aspirons au pouvoir, mais notre regroupement s'engage également à formuler des propositions

sur les grands enjeux de notre pays, en prenant en compte les problématiques économiques, sociales et sécuritaires auxquelles il fait face », a indiqué maître Mohamed Tchassona Traoré, président national du MCD.

« Notre objectif proche est que cette alliance puisse obtenir les meilleurs résultats possibles lors des prochaines élections, notamment les législatives, afin que toutes les forces de l'opposition présentes

devons pas faillir à notre engagement citoyen dans l'organisation et le suivi des élections dans notre pays. Nous devons rester vigilants. C'est seulement ainsi que nous pourrons atteindre nos objectifs », a affirmé Adrien Bélik Akouétré.

Ouro Akpo Tchagnao, initiateur du LDP, a pour sa part invité

« l'opposition togolaise, la diaspora togolaise, les organisations de la société civile, les syndicats, les

C'est une surprise de voir l'ancien ténor de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) dans la préfecture de Tchaoudjo au sein de « Ensemble ». Il avait entamé une initiative avec Jean Kissi et Ouro Djikpa Tchatchikpi. Les aurait-il déjà abandonnés ? C'est cela aussi la politique, surtout togolaise : l'imprévisibilité.

La Coalition Ensemble dit être ouverte à toutes autres formations politiques ou



à l'Assemblée nationale puissent collaborer harmonieusement pour mener le Togo vers un avenir meilleur », a ajouté le président du MCD.

« Nous lançons un appel solennel à la population togolaise pour qu'elle se mobilise et assume ses responsabilités. Nous ne personnalités religieuses et traditionnelles, les jeunes et les femmes, ainsi que l'ensemble de la population animée d'un véritable désir de changement politique et d'alternance au Togo, à répondre à cet appel patriotique afin de concrétiser la révolution électorale ».

mouvements de la société civile partageant ses idéaux et ses objectifs. Il faudrait faire remarquer à ses fondateurs que des initiatives de ce genre existent déjà (DMK, DMP, GMC etc...) et d'autres pourraient naître. Et puis, la méfiance demeure...

Edem Dadzie

Opposition togolaise

Les centristes pour constituer une alternative aux radicaux ?

Depuis le début de l'ère démocratique dans notre pays, l'opposition s'est montrée la plupart du temps radicale. Malheureusement, ce radicalisme n'a pas permis d'aboutir aux résultats escomptés. Mais depuis un moment, un courant centriste s'affirme au Togo. Les tenants disent pouvoir faire la différence.

Il est vrai que l'opposition togolaise a par moments mis de l'eau dans son vin. L'on a donc parfois assisté à des négociations avec le pouvoir. Mais, ces multiples dialogues (une vingtaine depuis les années 90) ne lui ont pas non plus permis d'arriver à ses fins. Pour répondre à cet échec, elle s'enferme dans son radicalisme habituel. Pendant quelle est en difficulté face au parti au pouvoir, l'opposition se combat en son sein. Les chapelles politiques ont beaucoup augmenté au fil des années, et les rivalités ont pris le dessus.

Cela amène beaucoup de personnes à se demander si c'est l'intérêt des Togolais qui préoccupent vraiment les acteurs politiques, ou si c'est leurs intérêts

après plus d'une décennie de radicalisme et de dialogues sans lendemain, l'opposition est aujourd'hui à bout de souffle.

vivants. Il est clair qu'un renouvellement de la classe politique tant en termes de ressources humaines que de stratégies, s'impose.

C'est dans ce contexte que le centrisme qui est porté par de jeunes politiciens (Gerry Taama du Net, Innocent Kagbara du PDP etc...), cherche à se faire une place sur la scène politique. Les centristes ont réussi à avoir des sièges à l'Assemblée nationale pour les 5 dernières années. Il faut rappeler qu'au moment de leur élection en 2018, les ténors de l'opposition avaient choisi le boycott.

Certaines personnes pensent que si ceux qui avaient boycotté les législatives de 2018 revenaient cette année, les centristes n'auraient aucune chance. Vraiment ? Entre-temps, en 2019, les centristes ont fait un score acceptable lors des municipales. C'est sans doute la preuve qu'ils ont leur partition à jouer. Il est

vrai que les Togolais n'ont pas la culture du centrisme.

L'histoire a montré que le peuple togolais choisit soit le pouvoir soit l'opposition dans sa forme la plus radicale. En tout cas, les centristes le disent à qui veut l'entendre qu'ils vont monter en puissance.

« Nous pensons que d'année en année le score des centristes va augmenter pour que nous puissions assurer l'alternance », fait observer Innocent Kagbara, président du Parti démocratique panafricain.

D'ailleurs, les centristes affirment que leur objectif est de travailler de façon à occuper la présidence de la République à partir de 2030. « Notre offre politique nous permet aujourd'hui de parler aux deux blocs. Dans un pays comme le Togo où l'alternance a toujours été compliquée, c'est nous les centristes qui pourront assurer le pont », précise Innocent Kagbara.



Innocent Kagbara

personnels (accéder à des postes électifs, de nomination qui ouvrent la porte à de multiples avantages financiers, l'honneur, le pouvoir etc...). Quoi qu'il en soit,

La plupart des acteurs qui ont animé la vie politique togolaise des trois dernières décennies sont fatigués par le poids de l'âge. D'autres ont déjà quitté le monde des

TM

La production mondiale de riz

Vers une chute probable de l'approvisionnement en Afrique

Grand importateur du riz dans le monde avec environ 20 millions de tonnes de riz en 2022, l'Afrique pourrait faire face à des difficultés d'approvisionnement. Ces dernières sont liées aux décisions de deux pays producteurs en la matière. La Thaïlande a décidé de réduire sa production de riz et l'Inde a interdit les exportations de riz blanc.

Le 20 juillet dernier, l'Inde a interdit les exportations de riz blanc non basmati. Cette décision du premier exportateur mondial de riz vise à freiner l'inflation de cette denrée essentielle face à la forte augmentation des prix du riz dans le marché intérieur ces dernières semaines. Détenant environ 70% du commerce mondial du riz (Inde 40%, Thaïlande 15% et Vietnam 14%), les pays d'Asie ont le monopole de la production mondiale. Deuxième exportateur de riz

à l'échelle mondiale, derrière l'Inde, la Thaïlande a décidé de réduire les champs de riz. Face au manque de précipitations ces derniers mois, la Thaïlande veut davantage diversifier ses cultures. Selon le média d'information économique, Bloomberg, les autorités thaïlandaises encouragent les agriculteurs à opter pour des cultures nécessitant moins d'eau.

Certains pays africains très dépendants du marché asiatique pourraient ressentir éventuellement ses effets.



Champs de riz

Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo, qui sont d'importants clients de l'Inde vont devoir se tourner vers le Vietnam et d'autres sources d'approvisionnement. Selon les statistiques mensuelles révisées de l'Unité de statistique du

département américain de l'agriculture (USDA) en matière d'importation de riz, le Burkina Faso importerait 650 000 t entre 2021 et 2022, la Guinée 800 000 t, le Ghana à 950 000 t, le Sénégal à 1,1 Mt, la Côte d'Ivoire à 1,45 Mt et le Nigeria 2,2 Mt.

Le marché mondial de riz pourrait entrer dans une zone de turbulence et impacter fortement les ménages. Un regard rétrospectif dans le passé montre que les cours du riz ont été à leur plus haut niveau dans la décennie passée. La consommation mondiale de riz est estimée à 495 millions de tonnes par an, ce qui fait de cette denrée, une céréale consommée par 3,5 milliards de personnes.

Ces dernières années plusieurs pays africains adoptent des plans agricoles pour améliorer leurs productions de riz en vue de diminuer leurs dépendances à l'extérieur.

Edy Alley

Les recettes fiscales au 1er trimestre

Plus de 219 milliards FCFA mobilisés par l'OTR

Pour contribuer davantage au budget de l'Etat et à la réalisation de la Feuille de route gouvernementale, l'Office togolais des recettes (OTR) accroît ses performances. 219,8 milliards FCFA, c'est le montant des recettes fiscales collectées par l'OTR au terme du premier trimestre 2023. En comparaison au même moment de l'année précédente, on note une augmentation d'un peu plus de 19%.



Projettant l'objectif annuel de 912 milliards, lesdites recettes collectées révèlent un taux de réalisation de 24,11% des prévisions fiscales de cette année. L'information a été rendue publique par le ministère de l'Economie et des Finances dans son rapport trimestriel d'exécution du budget de l'Etat.

Précisément, plusieurs catégories de recettes ont milité en faveur de ce résultat. On en distingue essentiellement trois. D'abord, les impôts notamment ceux sur les revenus, bénéfices, gains en capital, salaires et patrimoines qui ont contribué à hauteur de 41 milliards FCFA. Ensuite, les perceptions (impôts et taxes intérieurs) sur les biens et services, qui ont rapporté 117,6 milliards FCFA. Enfin, les Droits et taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales, qui ont généré pour leur part, 55,2 milliards FCFA.

Les mérites des performances de l'institution fiscale en matière de recouvrement des ressources sont dus à plusieurs facteurs : l'augmentation du chiffre d'affaires taxable à la TVA de 14,1%, de même que celle des importations en valeur de 15,4% par rapport à la même période en 2022, la création de bureaux des impôts dans les communes du Grand Lomé et dans toutes les préfectures de l'intérieur du pays, l'exploitation des données du recensement fiscal réalisé sur l'ensemble du territoire national en 2022, ou encore le renforcement de la surveillance du territoire.

Les recettes fiscales mobilisées par l'institution dirigée par Philippe Kokou Tchodié adoptent une tendance haussière depuis quelques années. Avec un total de 779,8 milliards FCFA de recettes mobilisées en 2021 et 865,3 milliards FCFA l'année suivante, les recettes fiscales pourraient avoisiner 1000 milliards FCFA dans les prochaines années.

Edy Alley (stagiaire)

Inclusion sociale

« N'kodédé », un produit à fort impact socio-économique

Œuvrer pour un meilleur accès des populations vulnérables aux services financiers et bancaires de base, est le sillon tracé par le Fonds national pour la finance inclusive (FNFI) à travers différents produits. A l'occasion de la Semaine africaine de la microfinance (SAM), Togo Matin dans cette présente parution fait un zoom sur un de ses produits dénommé « N'kodédé ».

Portant un nom local, « N'kodédé » est l'un des 13 produits du Fonds qui encourage la dynamique entrepreneuriale des jeunes et femmes. Dédié aux bénéficiaires en fin de cycle des produits du FNFI qui veulent désormais passer des activités génératrices de revenus (AGR) à une entreprise à plus grande échelle, « N'kodédé » leur permet de faire ce saut vers de plus grandes ambitions. A ses débuts en 2020, la somme de 5 000 000 de francs CFA constituait les frais plafonds accordés pour le premier cycle de financement.

CFA. Ce cycle permet aux bénéficiaires du premier ayant honoré leurs engagements sans incidents d'avoir un montant maximum de 10 000 000 de francs CFA. Le taux d'intérêt à ce niveau a été fixé à 7%, remboursable sur 36 mois, y compris un différé au besoin.

De son lancement jusqu'à fin juillet 2023, un bilan effectué par le ministère chargé de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel montre un total de 0,98 milliard de francs CFA alloué. Tous les produits du FNFI cumulés (N'kodédé



Ceci, avec une durée de remboursement de 24 mois.

Puis en août 2021, face à l'intérêt grandissant de la demande, les autorités ont lancé le second cycle. Ce second cycle est doté d'une enveloppe de financement de 02 milliards de francs

inclus) ont facilité l'octroi d'une somme de 107,59 milliards de francs CFA de crédits aux Togolais exclus des services financiers classiques. Ont ainsi bénéficié de ce produit, 1,8 million de personnes issues des couches socioéconomiques du pays, pour un taux de

remboursement de près de 95%.

Au regard de ces chiffres, « N'kodédé » a permis aux Togolais de passer de la microfinance à la banque pour leurs besoins de financement devenus plus conséquents. Sont ainsi prises en compte les personnes qui opèrent dans l'entrepreneuriat, le commerce, les prestations de services...

Créé en 2014, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) porte en son sein plusieurs crédits destinés à des couches sociales variées. Tous autant qu'ils sont, ont un impact significatif sur la vie des personnes et/ou ménages bénéficiaires.

Dans la perspective de la Semaine africaine de la microfinance (SAM), la ministre de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel du Togo, Mazamesso Assih, déclare que beaucoup d'acteurs du secteur attendent beaucoup de la SAM. Elle poursuit en ces termes : « c'est l'espérance de tous les acteurs impliqués, une importante étape pour le développement du secteur de la finance inclusive dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest ».

La Semaine africaine de la microfinance (SAM) est prévue du 16 au 20 octobre 2023 au Centre international des conférences de Lomé (CIC).

Edy Alley (stagiaire)

ALERTE ARNAQUE

Évitez d'envoyer de l'argent par Tmoney ou Flooz

Aucun paiement ne se fait à la DCCFE par Tmoney ou Flooz. Les paiements pour l'obtention du titre foncier se font uniquement dans les agences des banques partenaires et sur les bornes électroniques installées au siège de l'OTR et à la DCCFE.

8280

Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert



FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg



POUR
LA **SECURISATION**
DE MES
BIENS FONCIERS

OUI

CAMPAGNE DE COLLECTE
D'INFORMATIONS FONCIÈRES



COMMUNES
Agoe-Nyive 1 & 2



22 Mai | 20
21 Août | 23

NOS PARTENAIRES



Niger/Coup d'Etat

Un groupe rebelle de résistance créé pour déloger les putschistes

Sans le savoir, nous nous avançons vers une guerre civile au Niger. Après les menaces d'interventions militaires de la Cédéao, appuyées par la France, un groupe rebelle a été créé par un ancien ministre. L'ancien rebelle touareg Rhissa Ag Boula a annoncé, dans la soirée du 8 août, la création d'un Conseil de la résistance pour la République. Il appelle les militaires à procéder à l'arrestation du chef de la junte, le général Abdourahamane Tiani.

Rhissa Ag Boula est loin d'être un inconnu. Il a été un chef historique des rébellions touarègues de 1991 et 2007 et un ancien compagnon de l'emblématique rebelle nigérien Mano Dayak. Ministre du Tourisme sous la présidence de Mamadou Tandja, contre qui il s'est retourné, Ag Boula avait rangé les armes en 2011 à l'élection de Mahamadou Issoufou, dont il deviendra l'un des plus proches conseillers sur les questions sécuritaires. Un statut qu'il conserve sous le régime Bazoum, en tant que ministre d'État à la présidence et numéro

trois dans la hiérarchie gouvernementale.

Selon les experts de la zone, Rhissa Ag Boula reste un personnage très influent dans la bande sahélienne, avec une expérience opérationnelle reconnue et une grande maîtrise des dynamiques politico-armées dans le Sahel.

Dans la déclaration constitutive de ce Conseil de la résistance pour la République (CRR), Rhissa Ag Boula qualifie d'« ignominie » et de « trahison » le coup d'État mené par le président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) et désormais ex-commandant

de la garde présidentielle de Mohamed Bazoum. Il dénonce le « jusqu'au-boutisme de certains membres de la junte », ainsi que « la tentation de faire appel à des mercenaires et criminels de guerre connus

pleinement la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et ses partenaires internationaux pour une intervention militaire. L'implication de ce nouvel acteur vient compliquer

en considération les acteurs politico-militaires », explique la spécialiste selon qui « les groupes armés jihadistes et indépendantistes comme au Mali, avec qui l'antagonisme avec les autorités est actuellement fort, vont aussi peser dans l'équation ».

« On risque de se retrouver avec une situation militaire extrêmement complexe », redoute Mme Bagayoko. Car « non seulement des armées nationales pourraient être impliquées aux côtés du CNSP comme le Mali ou le Burkina » mais une intervention de la Cédéao « ajouterait une dimension inter-étatique à cette situation complexe en raison de la nature extrêmement différenciée des différents acteurs ».

T.M. et Rfi.fr



Rhissa Ag Boula

sous le nom de Wagner ». Le CRR « met en garde qu'il se donnera tous les moyens nécessaires » pour rétablir le président Bazoum dans ses fonctions et, en ce sens, il affirme soutenir

une situation déjà très fragile, selon Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network. « Cette crise ne peut pas être abordée en prenant uniquement

Centrafrique/Nouvelle Constitution

95% de OUI recueilli au référendum pour la nouvelle Constitution

Le suspense n'en était pas un : ce 6 août, l'Autorité nationale des élections (ANE) a rendu publics les résultats - toujours provisoires puisqu'ils doivent encore être validés sous quinze jours par la Cour constitutionnelle - du référendum constitutionnel du 30 juillet dernier. Le « oui » en faveur du nouveau projet de Constitution initié par Faustin-Archange Touadéra a recueilli 95,21 % des suffrages.



Un bulletin de vote en Centrafrique

Selon l'ANE, 1 134 953 Centrafricains se sont rendus aux urnes, soit un taux de participation de 58,22 %. Des chiffres d'ores et déjà très contestés par l'opposition, qui estime quant à elle que les électeurs ne se sont pas déplacés et avance une participation de l'ordre de « 10 % à 13 % ». Certains opposants ajoutent que les bulletins « non » étaient tout simplement introuvables dans certains bureaux de vote. Le président Faustin-Archange Touadéra et

ses équipes, notamment le vice-président de l'Assemblée nationale, Évariste Ngamana, et le ministre Pascal Bida Koyagbélé, avaient fait appel aux mercenaires de Wagner pour les aider à organiser et à sécuriser le scrutin. Dans les semaines précédant le vote, les Russes Dmitri Sytyi et Vitali Perfilev avaient ainsi été aperçus en train de diriger certaines opérations. Le jour même du référendum, plusieurs centaines de mercenaires

de Wagner avaient quant à eux pris position au niveau des bureaux de vote.

« Mascarade », comme le dénonce l'opposition, ou plébiscite, comme l'affirment les partisans du chef de l'État ? Avec ce vote contesté, ce dernier s'est en tout cas ouvert la voie vers un nouveau mandat. Le texte qui était soumis au vote et qui devrait prochainement être adopté prévoit notamment la prolongation de la durée du mandat présidentiel de cinq à sept ans, la suppression de la limitation du nombre de ces mandats, et l'exclusion des citoyens possédant la double nationalité de la course à la magistrature suprême.

Cette dernière disposition tombe à pic : l'opposant jugé le plus dangereux par le clan Touadéra n'est autre qu'Anicet Georges Dologué. Aujourd'hui en exil en France, celui-ci n'a jamais fait mystère de posséder, en plus de la centrafricaine, une nationalité française. La prochaine présidentielle ne doit avoir lieu qu'en 2025, mais les grandes manœuvres sont déjà bien avancées.

T.M. et Jeune Afrique

Mali/Gouvernance

La junte met aux arrêts des personnalités accusées d'enrichissement illicites

Mamoutou Touré, président de la Femafoot, et Issaka Sidibé, ex-président de l'Assemblée en poste avant l'arrivée de la junte au pouvoir, ont été inculpés et écroués, le 9 août, pour des infractions financières présumées.



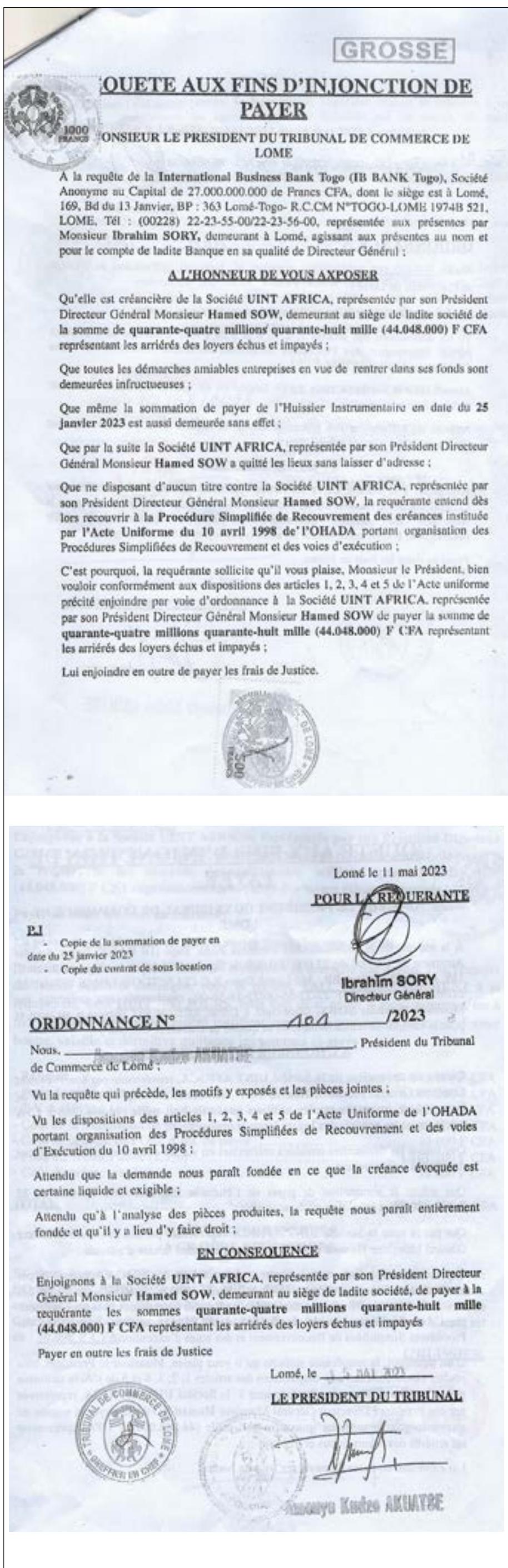
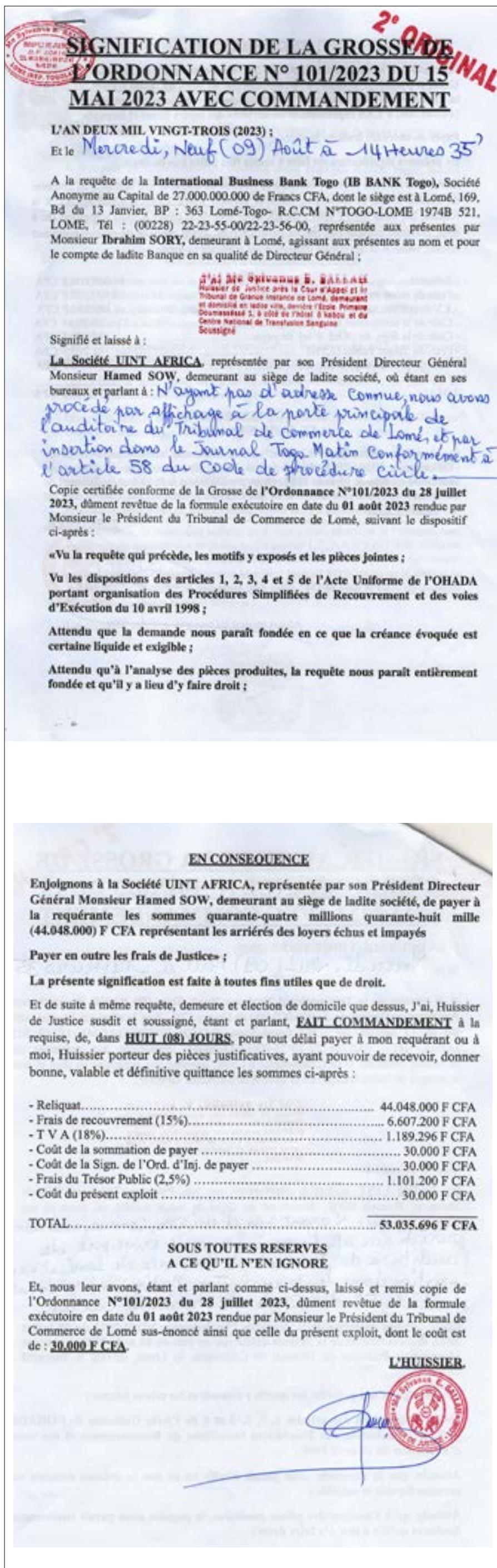
Mamoutou Touré (à g.) et Issaka Sidibé.

L'actuel président de la Fédération malienne de football (Femafoot), Mamoutou Touré, dit Bavieux, ancien directeur financier de l'Assemblée nationale, et Issaka Sidibé, président de l'Assemblée de 2014 à 2020, sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), ont été inculpés, le 9 août, pour « atteinte aux biens publics » et placés sous mandat de dépôt, d'après deux sources judiciaires. Les faits qui leur sont reprochés n'ont pas été précisés.

Le préjudice s'élèverait à 17 milliards de F CFA (26 millions d'euros), dont 7 milliards de F CFA (10,6 millions d'euros) en indemnités irrégulières, selon une source proche du pôle d'investigations financières. Le président de la Femafoot est emprisonné quelques jours avant la tenue d'élections internes, dont son poste s'annonce comme l'un des enjeux.

IBK a été renversé en août 2020, après des mois de contestation contre la faillite de l'État et contre la corruption. Les militaires, qui ont dissous l'Assemblée nationale, ont attribué à la lutte contre la corruption et à la défense de la souveraineté nationale une place centrale dans la nouvelle Constitution, adoptée en juin dernier.

Cet engagement proclamé a donné lieu à la mise en cause et à l'incarcération d'un certain nombre de personnalités. Les voix discordantes peinent par ailleurs à se faire entendre sans risquer d'être inquiétées.







CORIS MONEY
Simple et cool !

Avec Coris Money

Transferts
OF

Retraits
Minimum
100F
Maximum
1%

Appelez votre banque au **8283**

SIMPLE & COOL

offre soumise à conditions

www.corismoney.com

Disponible gratuitement sur

par



CORIS BANK
INTERNATIONAL

Vergetures

Pourquoi ne pas tout simplement les accepter et vivre heureux ?

Les vergetures sont la bête noire de toutes les femmes enceintes, qui redoutent que ces stries ne viennent zébrer leur ventre et ternir leur grossesse. Pourtant, près de 7 femmes sur 10 verront apparaître des vergetures au cours de leur grossesse. À quoi sont-elles dues ? Est-il possible de les éviter, ou de les faire disparaître si elles se sont déjà installées ?

Qu'est-ce qu'une vergeture ?

Les vergetures sont de fines raies sur la peau, à l'aspect cicatriciel, qui peuvent mesurer plusieurs centimètres de long et de 1 à 10 millimètres de large. Elles se forment sur la peau lorsqu'elle a été soumise à de fortes tensions et qu'elle finit par craquer. C'est une anomalie des fibres élastiques qui deviennent moins efficaces et qui cèdent sous la pression mécanique. L'apparition de vergetures peut survenir à plusieurs périodes de la vie : lors de la grossesse, d'une importante prise de poids, ou pendant les pics de croissance au cours de l'adolescence.

Pourquoi apparaissent-elles chez la femme enceinte ?

Si ces vergetures sont incontestablement liées à une importante distension de la peau, ce n'est probablement pas la seule raison. « C'est un phénomène assez mystérieux puisque toutes les femmes enceintes n'en ont pas, et que certaines en auront avec une faible prise de poids quand d'autres seront épargnées malgré une importante prise de poids ». Néanmoins, il semblerait que les fibres élastiques de la peau soient à la fois sensibles à la distension de la peau, mais aussi aux changements hormonaux.

« Le cortisol serait notamment mis en cause. Il s'agit d'une hormone qui est secrétée de façon importante dès le deuxième trimestre de grossesse ». Le cortisol fait naturellement baisser la production d'élastine et de collagène, deux protéines responsables de l'élasticité cutanée. C'est ce qui explique le fait que ces vergetures touchent également beaucoup les adolescents en pleine croissance, soumis aux fluctuations hormonales.

À quel mois de grossesse apparaissent les premières vergetures ?

Si la formation de vergetures peut se faire dès le début de la grossesse, les risques sont accrus avec l'augmentation du volume du ventre et du corps de la femme. Elles surviennent donc plus volontiers à partir du milieu du

deuxième trimestre, lorsque le bébé commence à prendre ses aises et jusqu'à la fin de la grossesse. Il arrive même que les vergetures s'invitent après l'accouchement, lorsque le corps de la femme reprend ses proportions habituelles.

Quelles sont les principales localisations des vergetures ?

Les vergetures du ventre se situent le plus souvent autour du nombril, car c'est à ce niveau-là que la peau s'étire le plus rapidement. Les futures mamans porteuses d'un piercing au nombril auront d'ailleurs tout intérêt à l'ôter dès le début de la grossesse, car il peut favoriser l'apparition de vergetures.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le ventre n'est pas le seul touché par les vergetures lors de la grossesse. Toutes les zones qui subissent des variations de volumes sont des zones à risques, étant soumises à rude épreuve. Il s'agit en particulier des hanches, des fesses, des cuisses et bien sûr des seins. Pendant la grossesse, la femme accumule de façon physiologique des kilos prévus pour allaiter le bébé à venir. Ces kilos se logent de préférence dans la partie basse du corps, ce qui confère à la femme sa fameuse silhouette gynoïde, dite aussi en « bouteille d'Orangina ».

Cependant, certaines femmes ont une morphologie plutôt androïde, avec un stockage des graisses situé essentiellement sur la partie haute du corps. Ces femmes sont donc susceptibles de voir apparaître des vergetures sur leurs bras, le bas de leur dos voire sous leurs aisselles.

Est-ce que les vergetures disparaissent après la grossesse ?

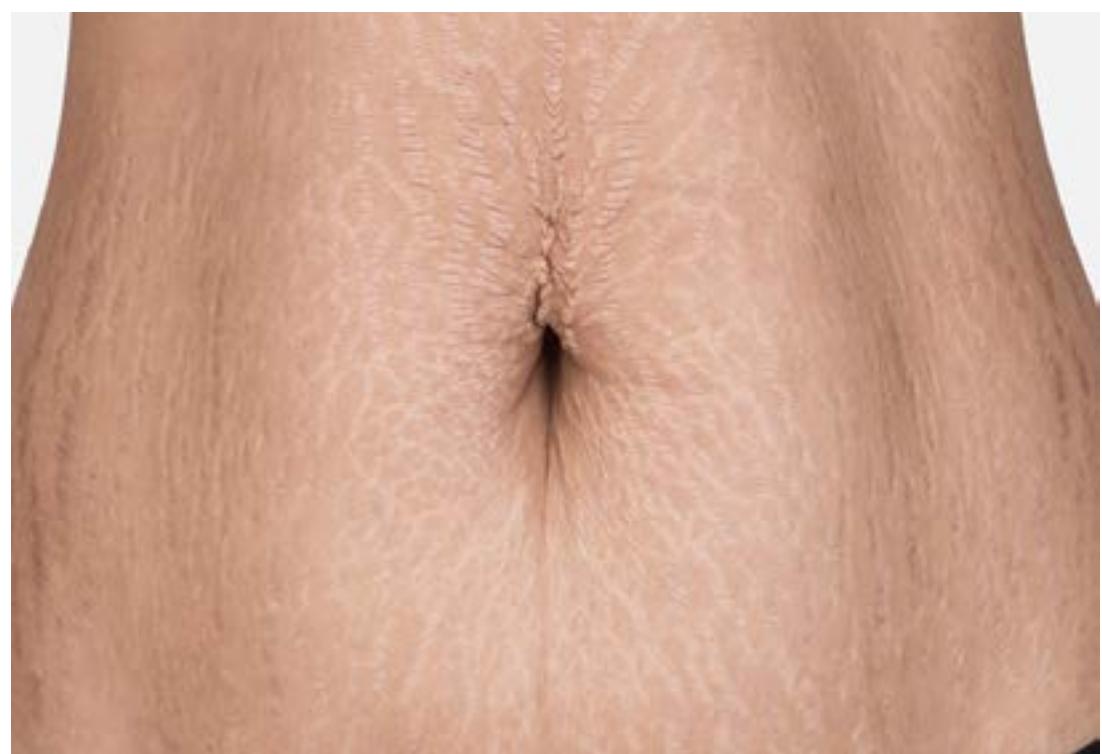
Les vergetures sont comparables à des cicatrices. Elles sont le résultat de la déchirure d'une zone de la peau située dans le derme profond, entre l'épiderme et l'hypoderme. Une fois qu'elles se sont installées, elles ne disparaissent malheureusement pas spontanément lorsque la peau reprend sa forme initiale.

Vergetures blanches ou rouges-violettes : quelle différence ?

« Il y a deux stades de développement des vergetures : le stade inflammatoire dit aussi immature, et le stade cicatrisé ou mature ». Lorsque la vergeture est au stade inflammatoire, elle est rouge violacée. Cette couleur est le résultat de l'inflammation du derme mis à mal par l'étiement et la cassure des fibroblastes. Puis, une fois le

efficaces pour atténuer les vergetures après la grossesse ? « La vitamine A par exemple, est particulièrement efficace car elle active la synthèse du collagène : mais elle est proscrite pendant la grossesse, à cause de sa capacité à provoquer des malformations du fœtus ». Il peut être appliquée après accouchement si les vergetures sont encore inflammatoires, mais doit être suivi d'une bonne hydratation car la vitamine A est très

d'être le siège de vergetures. Il faut limiter la prise de poids pendant la grossesse afin de distendre sa peau le moins possible. L'on recommande donc à la future maman de garder une alimentation équilibrée, riche en vitamines, minéraux et acides gras insaturés, afin de conserver une peau saine et hydratée. Certaines femmes prennent toutes les précautions nécessaires mais auront des vergetures, quand d'autres ne feront rien du tout et n'en



Les vergetures sur un ventre

stade inflammatoire terminé, la vergeture est dite mature : elle devient alors blanc nacré.

Combien de temps les vergetures restent-elles rouges ?

La durée pendant laquelle les vergetures restent rouge violacé est très variable. Elles peuvent rester au stade inflammatoire pendant quelques semaines seulement, ou parfois durant plusieurs mois. « Chez certaines femmes, le stade inflammatoire n'existe pas ou n'est pas visible, et les vergetures apparaissent tout de suite blanc nacré ».

Comment les faire disparaître ou les atténuer ?

Comme toute cicatrice du derme profond, il est impossible de faire totalement disparaître des vergetures. Il est en revanche possible de les atténuer à l'aide de produits riches en certains principes actifs. Malheureusement la plupart des traitements efficaces sont déconseillés pendant la grossesse. Or, il est fréquent que les vergetures de la femme enceinte soient déjà blanches après l'accouchement. « Pour espérer atténuer les vergetures, il est souhaitable de les traiter avant qu'elles ne deviennent blanches donc matures ». Quels traitements sont

asséchante.

Du côté des traitements de médecine esthétique, deux techniques peuvent être efficaces pour réduire la profondeur et la visibilité des vergetures : le laser vasculaire pour stopper l'inflammation et limiter l'évolution de la vergeture. « Il doit pour cela être fait sur la vergeture rouge, mais là encore, est contre-indiqué pendant la grossesse ». Le micro needling favorise le remodelage à l'aide de micro-aiguilles, mais lui aussi interdit à la femme enceinte.

Prévention : Quelles solutions pour les éviter ?

Le meilleur traitement des vergetures reste finalement la prévention. « Aucune étude n'a pour le moment été menée sur la prévention des vergetures ou sur l'efficacité de principes actifs ». Il est donc difficile de

savoir avec certitude quels sont les soins anti-vergetures qui fonctionnent et quelle est leur efficacité réelle.

Quoi qu'il arrive, plusieurs conseils peuvent être donnés à la future maman : réaliser quotidiennement des petits massages circulaires doux, pour réactiver la microcirculation et booster le renouvellement cellulaire ; maintenir une bonne hydratation de la peau du ventre mais aussi des autres zones du corps susceptibles

« Il n'existe a priori et malheureusement aucun produit miracle aujourd'hui, qui a réellement ses preuves en prévention ou dans le traitement des vergetures », selon Dr Marie-Estelle Roux.

« Avoir des vergetures ne signifie pas que la future maman a négligé sa peau pendant la grossesse », ajoute-t-elle. Les spécialistes conseillent de les accepter.

Edem Dadzie
Expert : Dr Marie-Estelle Roux, dermatologue



COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif à la recrudescence des arnaques

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance du public en général et des usagers de la Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement (DCCFE) en particulier, qu'en dépit des nombreuses mises en garde, les actes d'escroquerie menés par des individus mal intentionnés, se faisant passer pour des agents de ladite direction, sont toujours récurrents.

Le mode opératoire de ces individus consiste à appeler les requérants ou à leur envoyer des SMS en leur demandant de payer des frais supplémentaires par Tmoney ou Flooz pour la suite du traitement de leurs dossiers.

Le Commissaire Général tient à rappeler au public que ces individus ne sont pas des agents de l'OTR et décline toute responsabilité quant à leurs actes.

Les paiements pour les procédures d'immatriculation foncières se font uniquement dans les agences des banques partenaires et sur les bornes électroniques mises à la disposition des usagers au siège de l'OTR et sur le site de la DCCFE.

Le public est donc invité à redoubler de vigilance et à signaler toute tentative d'escroquerie à l'OTR (numéro vert 8280), à la Police ou la Gendarmerie.

Le Commissaire Général remercie tous les usagers pour leur bonne compréhension et pour leur collaboration.

Fait à Lomé, le 31 juillet 2023

Le Commissaire Général


Philippe Kokou B. TCHODIE

PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET*

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



*Offre soumise à conditions

DISPONIBLE EN 24H
POUR UNE BELLE
RENTRÉE SCOLAIRE

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

 **CORIS
BANK**
INTERNATIONAL